

Collectif **STOP TAFTA**\* de Bourg-en-Bresse

Chez Attac Bourg-en-Bresse - Hôtel « *Le temps des cerises* »

19, avenue de la Victoire - 01000 Bourg-en-Bresse

Contact : [bourg.en.bresse@attac.org](mailto:bourg.en.bresse@attac.org) et [vigilanceinfosante@gmail.com](mailto:vigilanceinfosante@gmail.com)

\*TAFTA : *Trans Atlantic Free Trade Agreement*

## Lettre ouverte à

Monsieur Matthias Fekl,  
Secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la  
promotion du tourisme et des Français de l'étranger  
37, quai d'Orsay.  
75351 Paris Cedex 07

*Bourg-en-Bresse, le 13 mars 2016*

Monsieur le Ministre,

Le 12<sup>ème</sup> cycle des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement s'est déroulé du 18 au 25 février dernier. Or ce Traité transatlantique (TAFTA/TTIP entre les USA et l'UE) suscite de nombreuses inquiétudes dont les échos ont déjà dû vous parvenir.

Nous prenons aujourd'hui le relais pour lancer un cri d'alarme de la base que nous pensons représenter dans le bassin de Bourg-en-Bresse. Les traités transatlantiques sont des projets occultes aux yeux des citoyens. Localement, nous avons beaucoup de mal à intéresser nos compatriotes, à commencer par nos élus. Nous avons ainsi rencontré des sénateurs, des responsables politiques, des élus locaux. Nous apparaissions un peu comme des extra-terrestres avec ces sujets qui sont à mille lieues des préoccupations quotidiennes des citoyens mais aussi de nombre de nos élus locaux.

Ces traités sont construits dans une omerta institutionnellement organisée et très soigneusement entretenue. La simple consultation des textes en préparation ne peut se faire que moyennant un parcours du combattant de nature à décourager les plus téméraires parmi nos parlementaires. Il est également intolérable que les représentants des institutions européennes, commission en tête, participent à cette omerta, peut-être pour sauver leur place. Et pourtant, comme vous le dites, « **les citoyens ont le droit de savoir** ». Comment, à votre avis, changer le cours des choses dans ce domaine ?

Pour gagner du temps, la négociation des pays membres a été confiée à la Commission Européenne dans un mandat qui n'a été publié qu'un an après sa signature. Ces derniers mois, suite à de prétendues fuites sur les négociations, les règles d'accès au texte du traité ont été aggravées. La libéralisation du commerce (tel est l'objectif affiché du traité) fait fi de la démocratie et renforce la perception de son déni que ressentent les citoyens. Laissez-vous le fossé entre les responsables politiques et le peuple se creuser davantage ?



Le Collectif Stop-TAFTA de Bourg regroupe des associations (Attac, Vigilance Information Santé, Collectif Roosevelt), des Syndicats (Confédération Paysanne), des Partis politiques (Ensemble, NPA, PCF, PG), des individus citoyens ; il a le soutien de l'UD-CGT et de EELV.

Chez nous, TAFTA c'est le risque de voir les efforts de nos producteurs de volailles de Bresse compromis et bafoués par les poulets américains aseptisés au chlore, les règles de production de nos Appellations d'Origine (AOC et AOP, Comté, Vins,...) assimilées à des entraves à la libre concurrence.

Sur la base de nos alertes, notre sénateur Rachel Mazuir a posé une question au Sénat au sujet de la remise en cause des prérogatives des collectivités territoriales. En effet, certains articles du mandat de négociation de la Commission Européenne (Art. 4, 23, 24, 27 et 45 notamment) font état de cette soumission des réglementations nationales, régionales, départementales et communales au futur traité. Le Ministère des Affaires étrangères a répondu à notre sénateur que les états devaient en fin de course ratifier la signature du traité. Renvoyer la question à une échéance située à son terme dont nous ignorons la date est très inquiétant : n'est-ce pas votre avis ?

Concernant l'exploitation des gaz de schiste et autres hydrocarbures non conventionnels, nous bénéficions actuellement de la non reconduction du permis des Moussières décidée par le gouvernement. Ce permis touche nos belles montagnes du Jura et leur relief karstique. Qu'est-ce qui nous garantit, qu'une fois TAFTA/TTIP signé, nos partenaires américains ne parviennent pas à analyser ce refus du recours à la fracturation hydraulique comme une entrave au libre commerce et ainsi puissent attaquer la France auprès des tribunaux privés prévus par le traité ?

Le dispositif de règlement des différends est actuellement en discussion après l'émoi provoqué par la connaissance de leur fonctionnement envisagé. Les négociateurs tentent de trouver des concessions qui puissent faire taire les dissensions ce qui est très loin d'être le cas.

Vous n'êtes pas s'en savoir que l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) lancée en octobre 2014 a réuni 3.284.289 signataires<sup>1</sup> (360.227 en France). Comment comptez-vous mettre un peu plus de démocratie et de clarté dans les négociations sur ce traité si toutefois vous en avez la possibilité ?

Le CETA, l'accord entre le Canada et l'UE, est désormais consultable : 1598 pages en anglais. Des éléments de libéralisation du commerce s'y trouvent : par exemple, cela risque fort d'affaiblir encore plus les éleveurs français ou d'ouvrir des opportunités commerciales pour le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta en contradiction totale avec les Accords de Paris de la COP 21. Comment pensez-vous engager le débat parlementaire sur le CETA tout en évoquant celui à venir sur le TAFTA ?

Nous espérons vous compter parmi les ardents défenseurs de la démocratie, de la transparence et de la protection des citoyens français sur tous les plans évoqués.

Dans l'attente de vos réponses, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en notre vigilante détermination.

*Pour le Collectif Stop TAFTA de Bourg-en-Bresse,*

Jean Maupoint, *Attac Bourg-en-Bresse,*

Charles Vieudrin, *Ensemble,*

Bernard Mercier et Jean-Luc Maurier, *Vigilance Information Santé*

Copie pour information à : M. le Président de la République, M. le Premier Ministre, Mme la Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, et du Développement Durable et les Parlementaires de l'Ain.

---

<sup>1</sup> Les signatures de cette ICE se poursuivent encore : à ce jour 3.413.000 signataires dont 377.600 pour la France (680% du quota national) et 1.619.600 pour l'Allemagne (2250% du quota). Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.



*Le Collectif Stop-TAFTA de Bourg regroupe des associations (Attac, Vigilance Information Santé, Collectif Roosevelt), des Syndicats (Confédération Paysanne), des Partis politiques (Ensemble, NPA, PCF, PG), des individus citoyens ; il a le soutien de l'UD-CGT et de EELV.*